L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 11 JUILLET 1888.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

DEMANDE—Un jeune homme ne craignant pas le travail demande un emploi quelconque. Il parle quatre langues et est prêt à faire quoi que ce soit. Recommandations et sécurité satisfaisantes seront données. Adresser par lettres : "Beto", à l'Abeille. 30juin—10j

A VENDRE.

A VENDRE—Groserie et buvette bien situées et bonne clientèle. Adresser à Smith Bros & Co.

A VENDRE—Une buvette (bar room) de 1re classe, coin Poydras et Baronne. 4juil—1mo

LE meilleur Gasoline au dessous du prix contenant pour lampes et stoves à vapeur, livré à 10 cents le gallon par S. J. Paquette, 49 rue du Chartres. 29 juin—1f

A VENDRE chez F. A. Maagin, fonderie, No 76 Ste Anne, barrières en fer, colonnes ornées, grandes colonnes, grilles de tombeaux, portes de caveaux, volets, tentes à mécanique. 17 juin—1m

DEMANDES.

DEMANDE—Deux couples pour la campagne. Salaires $20 et $27.50. Les hommes comme garçons d'écurie et jardiniers et les femmes comme cuisinières pour de petites familles de campagne. S'adresser au bureau de placement, 17 Royale. 11 juin—1f

ON demande—Des termiers avec leurs familles pour occuper, sans dépense, 1 arpent de habitation S'adresser à Parmer, 205 rue St. Mary, N. O. 10juin—1m

Avis de présentation de Bills.

Mairie de la Nouvelle-Orléans, Hôtel de Ville, 9 juin, 1888.)

Conformément à l'article 4e de la Constitution avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée Générale à sa prochaine session pour le relief de la loi 14 de 1877, et l'amender, pour le rétablir dans la même position qu'elle occupait avant son abrogation, et pour autoriser la Nouvelle-Orléans Railroad Light and Power Company à construire, maintenir et exploiter des lignes électriques, télégraphiques et téléphoniques dans les rues de la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus mentionnée, et pour la remplacer par une loi qui sera conforme aux ordonnances actuelles de la ville de la Nouvelle-Orléans, relativement l'industrie dont il s'agit.

JOS. A. SHAKSPEARE, Maire.
10 juin—6 (et 30)

BOYS' BICYCLES, R. P. Randall, 54 & 56 Baronne.

VENTES PAR LE CONSTABLE

Mme Vve Mt. Beardette contre Emile Barbier.

DEUXIEME COUR DE CITÉ DE LA NOUVELLE Orléans—No 10 741—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Charles H. Lavillebeuvre, Juge de la dite Cour de la Cité de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus mentionnée je vendrai à l'encan au Nouveau Palais de Justice dans la Nouvelle Orléans, en la Deuxième Division de la dite Cour, le LUNDI, 17 juin 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de ménage et autres effets saisis en cette affaire comme appartenant à la défenderesse en exécution.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur le chant

EMILE LAFOREST
Constable de la Deuxième Cour de Cité de Nouvelle Orléans.
6 juin—6 13 17

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Florence L. Lee.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,414—Division A—Attendu que William H. Lee a présenté une requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Florence L. Lee, épouse de William H. Lee, décédée intestat à la Nouvelle-Orléans, le 6 juin 1888 ; et attendu que la requête susdite paraît régulière en la forme et que le requérant paraît être habile à succéder ab intestat ;

Il est ordonné par la Cour que le requérant soit nommé administrateur de la succession susdite, et qu'il soit émis lettres à cet effet sur son cautionnement de $500.

Fait et donné en chambre du conseil à la Nouvelle-Orléans, le 7 juin 1888.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
11juil—3 8 12

Succession de Samuel Emanuel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25,760—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou qui pourraient exister contre la demande en homologation du compte final présenté par Felix Mollich, administrateur de cette succession, ou autrement à jamais forclos, et qu'il sera procédé à l'homologation dudit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
4 juil—1 8 13

Succession de Edward H. Reynolds et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 25,742—Division D—Attendu que Mme Ada Virginia Reynolds a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Edward H. Reynolds, et feue de sous la dite succession ; et attendu que la requête susdite paraît régulière en la forme et que la requérante paraît être habile à succéder ab intestat ;

Il est ordonné par la Cour que la requérante soit nommée administratrice de la succession susdite, et qu'il soit émis lettres à cet effet sur son cautionnement de $500.

Fait et donné en chambre du conseil à la Nouvelle-Orléans, le 7 juin 1888.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
11 juil—3 8 12

Succession de M. et Mme Charles Piepenbring.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,757—Division A—Attendu que John H. Hart, Esq., a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu M. et Mme Charles Piepenbring, décédés intestats, et qu'il a été par la dite pétition allégué que feu Mme Piepenbring est décédée intestat sans enfants ni descendants légitimes, et sans père ni mère ni descendants légitimes, et sans père ni mère ni descendants légitimes, et sans père ni mère